CONSEIL ACADEMIQUE DE L'EDUCATION NATIONALE DU MARDI 14 JUIN 2011

Les services publics sont en danger *:*

En quatre ans, de 2008 à 2011, plus de 115 000 postes auront disparu dans la fonction publique. L'éducation aura payé le prix fort avec plus de 50000 suppressions d'emplois.

L'opération s'inscrit dans la logique de la RGPP. L'état, pour ce gouvernement, doit-être reconfiguré, ses missions réduites, les services qu'il prodigue affaiblis.

Aucune vision d'ensemble du service public, aucun débat de fond n'auront précédé la mise en œuvre de la RGPP.

Aucun bilan n'est aujourd'hui tracé. Les dégâts humains et moraux sont pourtant évidents. Les usagers sont désorientés par des fusions de services devenus désormais moins proches.

Les agents de la fonction publique, dans leur grande majorité, souhaitent l'arrêt ou la modification totale de la RGPP

Ils rejettent l'introduction massive des plus mauvaises règles du secteur marchand dans la fonction publique.

La RGPP aggrave la souffrance au travail*. C'est un sujet majeur de préoccupation pour l'UNSA Education et ses syndicats nationaux. Les compressions de moyens humains ou budgétaires conduisent à devoir faire face à des obligations croissantes sans pouvoir les assumer. La pression de l'urgence, le décalage entre les logiques de missions et les conditions effectives de leur exécution accentue un mal-être croissant dans l'exercice professionnel, avec des répercussions sur l'état de santé des personnels.*

Le grand écart n'est plus possible entre les propos sur la modernisation de la gestion des ressources humaines et la manière dont les choses se passent.

Le mal-être des personnels touche jusqu'aux cadres supérieurs de la fonction publique. Avec l'UNSA nous disons non à la dégradation des conditions de travail, à une déshumanisation croissante qui va à l'encontre même de notre conception du service public ; et oui au respect des personnels, de leurs qualifications et de leurs missions.